



COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, 19 novembre 2012

Non à la baisse du budget de l'UE et du budget de la PAC

La Coordination Européenne Via Campesina demande à l'UE de ne pas entériner la proposition du Président du Conseil européen Van Rompuy.

Un vrai plafonnement des paiements directs est plus nécessaire que jamais

La régulation des marchés coûterait moins cher que la PAC dérégulée proposée.

A la veille d'un sommet important de l'Union européenne sur ses perspectives financières 2014-2020, ECVC constate que l'UE prive les citoyens de réelles perspectives pour une Europe solidaire et durable. Ce n'est pas en baissant un budget déjà trop bas que l'UE va pouvoir faire face aux défis auxquels elle est confrontée. La proposition de Van Rompuy diminue le budget du 1^{er} pilier PAC de 6% et celui du 2^e pilier de 9%¹.

L'UE doit non seulement prendre la mesure de la très grave situation financière, économique, sociale et écologique dans laquelle elle se trouve, mais aussi en tirer les leçons pour choisir les bonnes solutions.

Or l'origine de la crise financière est liée à l'abandon, à partir de 1971, des outils de régulation financiers mis en place après la dernière crise de 1929. Il en est de même pour les marchés agricoles, où la dérégulation orchestrée sous les auspices de l'OMC à la fin du siècle dernier a conduit à une volatilité des prix destructrice pour les exploitations agricoles, et conduit à la spéculation qui s'en nourrit.

La première leçon à tirer est que la régulation coûte beaucoup moins cher au budget UE que la dérégulation. Par exemple, les quotas laitiers -à améliorer- ne coûtent rien aux contribuables de l'UE, alors que la volatilité des cours associée à des assurances-revenu proposées dans la réforme PAC coûte cher, comme l'a montré aux USA le Farm Bill des dernières années. *Il vaut mieux prévenir par la régulation que guérir par des assurances.*

La deuxième leçon est que la priorité donnée à la compétition internationale, à la production au moindre coût pour exporter sur un marché mondial dérégulé, a coûté cher aux contribuables. La mise en place des paiements directs depuis 1992 coûte plus cher pour le budget UE que ne l'aurait fait une PAC régulée avec des prix agricoles européens permettant aux agriculteurs de vivre de leur production².

La troisième leçon est que si l'on veut maintenir un budget PAC important, celui-ci doit être légitime aux yeux des contribuables. Or, malgré les avis répétés de la Cour des comptes de l'UE, la répartition des paiements directs entre exploitations et entre Etats membres est trop inégale, y compris dans la proposition de réforme. Sans plafonnement sérieux et sans une forte dégressivité des paiements directs, la PAC continuera à financer surtout les grandes exploitations. Dans une UE avec plus de 25 millions de chômeurs, il est plus légitime de financer et maintenir un grand nombre d'exploitations paysannes.

La PAC doit donner la priorité à une agriculture paysanne de proximité, riche d'emplois, de diversité et de paysages. Si l'UE fait passer la solidarité et la cohésion territoriale avant le dogme de la compétitivité internationale, alors elle pourra faire beaucoup mieux avec le même budget.

Contacts : Geneviève Savigny + 33 625551687, Javier Sanchez +34 609 35 93 80,

Hanny Van Geel +31 613 903 434 Isabel Vilalba +34608905444 Gérard Choplin + 32473257378

¹ Soit une réduction du budget PAC de 25 milliards sur 7 ans par rapport aux 418 milliards proposé par la Commission

² Voir étude d'économistes pour le réseau Foodsovcap, 2010: <http://www.europeanfooddeclaration.org/documents> et http://www.europeanfooddeclaration.org/sites/default/files/10%2007%2013%20Pour%20une%20nvelle%20EU%20poli.agr_.et%20alim%20AT%20JMB.pdf